

**E. PREOBRAJENSKY. De la N.E.P. au socialisme, vues sur l'avenir de la Russie et de l'Europe**, préface de Pierre Naville, Centre de Recherche sur l'U.R.S.S. et les Pays de l'Est, de la Faculté de Droit de Strasbourg, Editions du Centre National de la Recherche Scientifique, Paris 1966, in 8, 125 pages.

Le Centre de Recherches sur l'U.R.S.S. et les Pays de l'Est de la Faculté de Droit de Strasbourg a pris il y a quatre ans l'initiative de rééditer le livre d'Eugène Preobrajensky, publié en U.R.S.S. en 1922 (traduit d'après la deuxième édition).

C'est l'auteur lui-même qui, à tant d'années de distance, détermine l'actualité de son œuvre.

En effet, cet ouvrage se présente comme un recueil de « leçons » attribuées à un professeur d'histoire vivant en 1970, et récapitulant les événements. C'est là une occasion rare de confronter les grandes lignes d'une prévision à long terme avec les grandes évolutions réelles intervenues depuis.

Le déroulement du « cours » s'efforce de suivre approximativement une chronologie, quoique l'auteur s'échappe volontiers dans la digression implicitement polémique. On notera ici ce qui, à notre époque, paraît le plus surprenant.

Après un premier chapitre sur la crise du capitalisme (attribuée à la faible productivité agricole, ce qui rappelle curieusement Ricardo), Preobrajensky passe à l'étude de la société soviétique en formation.

Le tableau des structures sociales fourni par l'auteur peut être ainsi résumé : le socialisme (identifié à la grande industrie étatique), les coopératives, formant ensemble le secteur avancé ; les sociétés mixtes, le capital privé, la petite production des villes et des campagnes, formant le secteur marchand.

On est quelque peu étonné du caractère d'évidence qu'avait pour l'auteur le fonctionnement du secteur socialiste, sur lequel il s'attarde fort peu dans ce second chapitre : ce qui peut paraître étrange alors qu'est entreprise la description d'un Etat prolétarien. L'extrême disette qui régnait alors justifie-t-elle l'attention prioritaire portée aux problèmes agricoles, qui occupent l'essentiel du chapitre ? On en jugera plus loin. Quoi qu'il en soit, l'auteur souligne longuement le caractère marchand de la petite production agricole, et son poids dans l'évolution sociale possible de la Russie.

Cette première impression est confirmée dans le chapitre suivant consacré à l'industrie. Cette dernière paraît surtout vouée à l'équipement de l'agriculture (tracteurs, électrification des campagnes, engrais) et à la transformation de ses produits, les faibles capacités existantes devant même être reconverties dans ce but. L'industrie minière devrait contribuer au financement d'importations industrielles ; toutefois l'auteur prévoyait que l'industrialisation serait financée surtout par des exportations de blé, ce qui ne s'est pas réalisé.

L'intérêt des trois chapitres qui suivent est dans l'évolution des rapports économiques préconisée par l'auteur. Le chapitre V, en particulier, expose ce qui constitue la base de ses théories, et qui peut être résumé ainsi : seule

l'agriculture peut financer l'édification de l'industrie. Divers canaux économiques peuvent y pourvoir : crédit bancaire aux campagnes permettant des rentrées de fonds, prix relativement élevés des produits industriels vendus aux agriculteurs, impôts en monnaie ou de préférence en nature pour éviter les effets de l'inflation. De cela l'auteur tire deux conclusions. D'une part, l'Etat, qui finance l'industrie grâce à ces transferts de l'agriculture, doit prendre en charge la planification industrielle. C'est là l'origine de la planification socialiste. D'autre part, avec les échanges de produits et les mécanismes financiers, l'Etat s'assure peu à peu le contrôle du marché paysan dans les deux sens : vente des produits agricoles, vente des produits industriels. Ainsi les lois du marché sont-elles progressivement « domestiquées », la petite production marchande se trouve « encerclée » par le socialisme. Néanmoins, pour l'auteur, le danger est que le marché, même peu à peu contrôlé, favorise les paysans les plus aisés, et on peut craindre qu'il ne remette en route les mécanismes de l'accumulation capitaliste. Les petits industriels et les « koulaks » tendront alors à recouvrer une pleine liberté d'action. L'auteur conclut qu'ils ne manqueront pas de fomenter une révolte, avec l'aide de capitaux étrangers (à qui Preobrajensky voulait faire jouer un rôle non négligeable dans le financement de l'Etat soviétique et les exploitations en concession). L'auteur décrit en détail les causes, le déroulement et l'écrasement de cette révolte dans son chapitre VI.

En fin de compte, ces thèses permettent de comprendre l'importance que l'auteur attache à l'agriculture. C'est pour lui la source essentielle du financement de l'industrie. Ce point est si central qu'il voit là l'effet d'une « loi de l'accumulation socialiste primitive ». Il développera plus tard cette idée en détail dans son ouvrage *La Nouvelle Economique*. L'agriculture est en même temps une source d'attaques continues et toujours renaissantes contre le socialisme. Comment sortir de là ?

L'auteur prévoit bien, comme remède ultérieur, la création de coopératives. Mais, alors qu'il prévoit en détail des événements futurs tels que la guerre civile en Europe ou l'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie, phénomènes soumis à de fortes contingences, il se refuse à préciser les contours de la coopération agricole. Il persistera plus tard dans son attitude alors que la nécessité de l'entreprendre se faisait de plus en plus pressante, et ce n'est pas sans cause.

Dans le même ordre d'idées, on peut relever une autre anomalie dans sa conception du développement agricole. L'auteur préconise un développement extensif de l'agriculture, fustigeant les petites exploitations intensives qui appliquent les « méthodes danoises ». En même temps, comme on l'a vu par l'orientation industrielle qu'il préconise, il ne conçoit la possibilité d'un développement économique de toute la Russie soviétique que basé sur l'essor de l'agriculture. Or une agriculture extensive devait nécessairement libérer de grandes quantités de main-d'œuvre (chose qu'il mentionne, mais sous-estime) et l'attirer vers les villes, et exiger en même temps de gros investissements agricoles, supposant nécessairement une industrie bien développée ; politique qui n'a de sens que dans la perspective d'une

industrialisation urbaine prépondérante. Quel avenir offrait donc la production étatisée ?

Les chapitres IV et VI traitent en particulier de l'évolution sociale dans les villes pour la période supposée s'étendre sur une décennie, et un peu au-delà, après le début de la N.E.P.

L'auteur signale la difficulté qu'il y avait alors à définir les proportions nécessaires entre consommation et accumulation. Cette difficulté était bien réelle, et même criante en cette période de pénurie. Elle posait en outre un ensemble de problèmes que les économistes soviétiques actuels continuent à explorer, et qui s'avèrent plus complexes que prévus. L'auteur semble considérer que les redistributions budgétaires règlent le conflit entre la sélection des entreprises rentables et la nécessité sociale de maintenir certaines activités. Les récentes réformes tendraient à montrer qu'il n'en est rien.

En matière de rémunération du travail, Preobrajensky constate, comme tous ses contemporains, que l'égalitarisme de la période du communisme de guerre entravait gravement le fonctionnement normal de l'économie. Pourtant, il reste profondément convaincu que c'est bien à cela, en fin de compte, que tend le socialisme. La différenciation des salaires qui a suivi l'installation de la N.E.P. s'explique, selon lui, par la misère qui oblige à impulser la production par tous les moyens, par le bas niveau culturel des travailleurs qu'on doit alors encourager « comme des enfants » au lieu de faire appel à leur conscience. Il préconise pour l'avenir, au chapitre VI, des primes collectives remplaçant peu à peu les salaires. Mais, comme on le voit au chapitre suivant, ces primes sont bientôt laissées presque totalement à la coopérative de consommation fournissant les produits (essentiellement alimentaires, semble-t-il). Après une éclipse sous la N.E.P., les biens gratuits doivent reprendre de l'importance dans la consommation des travailleurs.

On peut au moins, à ce propos, faire deux remarques. Plus tard, Preobrajensky a vu lui-même le salaire aux pièces prendre de l'extension, contrairement à son attente. Il considérera cela comme une sorte de péché de jeunesse devant rapidement se résorber. On sait maintenant que c'était une erreur d'appréciation. En outre, de nos jours, alors que des systèmes de primes sont effectivement instaurés, on souligne en Union Soviétique que le revenu monétaire, quelle que soit sa provenance, reste pour le travailleur, tout au long du socialisme, le gage de l'adaptation sociale de son travail et de ses prérogatives de consommateur. Ainsi, ni la naturalisation, ni la collectivisation des rémunérations ne se sont réalisées.

Le chapitre VII illustrant le « passage à un degré supérieur » de l'économie soviétique donne quelques indications sur l'organisation de l'industrie que prévoyait l'auteur pour l'avenir. Elle consiste essentiellement dans le remplacement de tous les mécanismes monétaires, qui doivent disparaître, par la comptabilisation en nature des besoins, totalisés et ventilés dans des sortes de bilans sectoriels.

En défendant une telle conception, l'auteur s'insérait dans un courant de pensée très répandu de son temps. Mieux, de telles conceptions ont été longtemps défendues et illustrées par une pléiade d'économistes soviétiques,

y compris des économètres faisant appel aux méthodes inaugurées dans les années 20 par Leontiev. Elles ont même été appliquées, avec de larges approximations, pendant la longue période qui a suivi, en Union Soviétique. Les récentes réformes ont cependant confirmé que la comptabilité en nature, à elle seule, permet d'autant moins la gestion d'un ensemble économique que celui-ci est plus complexe et que les besoins pris en compte sont diversifiés et mobiles.

Arrivés à ce point, il semble qu'on peut tenter de comprendre la démarche fondamentale de Preobrajensky.

Lors de la Révolution d'Octobre et de ses prolongements immédiats, Preobrajensky a vu sous ses yeux la classe ouvrière prendre en mains et remettre en route les entreprises, dans des conditions de misère et de désorganisation économique extrêmes. C'est ce que montrent ses ouvrages de cette période, en particulier les passages rédigés par lui de « l'A.B.C. du communisme ». Il en a visiblement retiré l'impression qu'avec de la bonne volonté et une bonne organisation, il était possible de « faire tourner » sans encombre la production nationale. L'image d'un socialisme régi par les « bons » et les « autorisations d'achat » s'est sans doute imposée à lui.

Puis sont venus les déboires. On a dû à la fois renoncer à l'égalitarisme de la misère du « communisme de guerre » et tenir compte de la résistance de la petite production marchande paysanne et artisanale.

Constatant, lors de l'instauration de la N.E.P., que la réalité s'éloignait de plus en plus de son schéma idéal, Preobrajensky a, semble-t-il, attribué la responsabilité exclusive de cet écart à l'intervention de la « production marchande » ; cette sphère était conçue comme un océan hostile, d'ailleurs fortement solidaire du monde capitaliste extérieur, et importateur dans le socialisme, par contact, de la « loi de la valeur » qui n'aurait pas dû s'y trouver. D'où l'importance fondamentale qu'il attribue à sa « loi de l'accumulation primitive ».

Sa logique l'amenait nécessairement aux conclusions qu'il tire explicitement. La présence de la petite production agricole empêchant le socialisme d'être lui-même, la première tâche est la modernisation de l'agriculture. A son tour, cette modernisation précédant le socialisme exigeait de gros moyens industriels, qui ne se trouvaient qu'en Europe occidentale. C'est pourquoi tout son dernier chapitre est consacré à décrire minutieusement les péripéties d'une guerre civile en Europe.

Ce dernier chapitre se termine d'une façon qui fait un contraste avec les réalités actuelles. En effet, pour l'auteur, dans cette Europe prolétarienne qui n'est pas venue à l'heure annoncée, la Russie devait « reprendre modestement sa place de pays arriéré ».

Pourtant, dès 1922, la faim dévorante de capitaux que ne cessait de manifester la jeune industrie soviétique indiquait le début d'une autre évolution. Si donc, au rendez-vous de Preobrajensky, en 1970, le tableau est bien différent des prévisions, il y a là plus qu'une discordance dans les rythmes, une différence de nature. Il semble bien que Preobrajensky n'ait pas vu la

Russie soviétique s'engager sous ses yeux dans la mise sur pied par la voie autoritaire d'une grande industrie édifiée par le prélèvement forcé sur la paysannerie et le développement de tout un édifice social correspondant.

Peu à peu, Preobrajensky s'enlisa dans les polémiques politiques qui agitaient alors les milieux responsables en U.R.S.S. Sa dispute de frères ennemis avec Boukharine, ses hésitations, son va-et-vient entre Trotsky et Staline, montrent que le divorce croissait entre ses idées et le système mis sur pied par Staline.

Quand il fut victime des procès de l'époque stalinienne, vers 1936, le système qui était à l'origine de la tragédie qui l'emportait appliquait à sa façon ses idées sur la prééminence de l'industrie étatique sans partager ses scrupules quant au coût humain d'une telle politique.

Maurice DECAILLOT  
Assistant au Centre Universitaire de Vincennes